

Enquête

Nucléaire iranien : si l'Amérique attaque...

LE MONDE | 19.04.06 | 13h08 • Mis à jour le 19.04.06 | 13h11

La perspective d'une nouvelle guerre au Proche-Orient n'est plus théorique depuis que le Conseil de sécurité des Nations unies envisage des sanctions contre Téhéran. Si elles s'avèrent inopérantes, les Etats-Unis, dont la rhétorique considère un Iran nucléaire comme un danger pour la paix mondiale, pourraient se trouver acculés à une escalade militaire.

Tout se passe comme si, en multipliant les déclarations provocantes, en exhibant ses missiles dans le détroit d'Ormuz, Téhéran voulait susciter des frappes militaires préventives des Etats-Unis... et/ou d'Israël. Le pari des Iraniens est que l'Amérique n'aura pas la volonté politique de se lancer dans un tel conflit, qui générerait d'inéluctables répercussions au Moyen-Orient et des menaces sur les approvisionnements énergétiques des Occidentaux. Leur stratégie ? Imposer le fait accompli. Le jour où l'Iran maîtrisera le lancement d'un engin nucléaire, il deviendra intouchable.

LES PLANS DU PENTAGONE.

Le département américain de la défense planifie des scénarios de destruction des sites nucléaires iraniens. Le "Conplan 8022", élaboré en novembre 2003, prévoit des "frappes globales" contre des Etats agissant comme l'Iran. Pourtant, le danger de la bombe iranienne n'est pas imminent. Bruno Tertrais, de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), estime que ce pays ne pourra pas la fabriquer avant le début de 2009. Les responsables américains avancent une fourchette de cinq à dix ans, et un responsable du programme nucléaire israélien a confié qu'un délai de "plus ou moins trois ans" était réaliste.

Qui, des Etats-Unis ou d'Israël, mènerait l'offensive ? Les premiers ne seraient pas confrontés à de vraies difficultés opérationnelles, mais n'ont pas les coudées franches. La situation intérieure américaine n'est pas propice à une nouvelle aventure militaire, du moins pas avant les élections parlementaires de novembre. Washington doit en outre anticiper les conséquences de représailles iraniennes qui pourraient embraser toute la région.

L'"OPTION ISRAËLIENNE".

Soucieux de ne pas favoriser un "front arabo-musulman", Washington devrait dissuader Israël d'intervenir. De plus, pour l'armée israélienne, l'objectif serait bien plus difficile à atteindre que celui assigné à ses chasseurs-bombardiers lors du raid contre le réacteur irakien Osirak, le 7 juin 1981. Ses F-15 et F-16 devraient franchir une distance bien plus importante : entre 1 600 et 2 800 km pour le seul voyage aller, selon l'option choisie. Un ravitaillement en vol serait donc inévitable. Israël dispose de cinq petits avions ravitailleurs Hercules C-130. Ils semblent insuffisants pour maintenir en l'air pendant plus de six heures les quelque 50 à 70 chasseurs-bombardiers nécessaires pour une telle mission. Une opération israélienne ne pourrait donc se passer d'un soutien logistique américain.

L'ENJEU STRATÉGIQUE.

Quel serait l'objectif stratégique poursuivi ? Les Américains (ou les Israéliens) se contenteraient-ils d'infliger un coup de semonce à l'Iran ? S'agirait-il de détruire ses installations nucléaires les plus stratégiques ou d'anéantir le maximum de sites, éparpillés sur tout le territoire, protégés par un "bouclier humain" au coeur des villes (dont Téhéran), dissimulés dans des galeries et des abris bétonnés à des dizaines de mètres sous le sol et à flanc de montagne ? S'agirait-il enfin, comme le recommandent nombre d'experts américains, de profiter de l'occasion pour anéantir les installations militaires voire les centres de pouvoir, bref d'ébranler les fondements du régime des mollahs, en espérant provoquer un mouvement de rébellion contre lui ?

Ces différentes options ont, chacune, un coût financier, militaire, politique et humain. Un récent rapport du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS) de Washington rappelle que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont identifié 18 sites, et que certains experts avancent le chiffre de 70.

"Nous avons plus de 300 sites nucléaires", a affirmé, en janvier 2005, le général Mostafa Haji-Najjar, numéro deux des Gardiens de la révolution islamique. Même si cette évaluation est exagérée, Israël n'a probablement pas les moyens d'une telle ambition militaire. Les missiles de croisière que pourraient lancer ses trois sous-marins Dolphin, note Bruno Gruselle, de la FRS, seraient insuffisants pour détruire des constructions enterrées. En février 2005, Israël a acheté 500 bombes antibunker BLU-109 aux Etats-Unis. Mais ces armes ont été utilisées par les Américains en Afghanistan, puis en Irak, avec une efficacité limitée.

LES DÉBATS LOGISTIQUES.

Une action préventive contre l'Iran fait l'objet d'un consensus aux Etats-Unis. La revue Quadrennial Defense Review (QDR) ayant confirmé, en 2006, ce principe, la question porte sur le but recherché et le choix des moyens. La capacité à conduire une campagne aérienne massive contre les installations iraniennes ne fait pas de doute : on estime que 120 bombardiers sont théoriquement capables d'attaquer 5 000 cibles en une seule mission.

Certains experts, comme le néoconservateur Richard Perle, se font les avocats de bombardements de saturation menés en moins de vingt-quatre heures. D'autres affirment que l'élimination des sites nucléaires ne se ferait pas à moins de 1 000 sorties aériennes pendant plusieurs semaines. Quelle que soit l'option retenue, toute intervention commencerait par la destruction des défenses antiaériennes de l'Iran afin d'éliminer autant que possible le risque de représailles immédiates contre Israël.

Une campagne aérienne préliminaire, menée par des missiles de croisière et des B-2, ressemblerait beaucoup aux premiers jours de l'invasion de l'Irak en 2003. Une fois la maîtrise du ciel assurée, les bombes guidées et autres engins à fort pouvoir de pénétration seraient massivement utilisés. Pour atteindre ses objectifs, le Pentagone alignerait certainement des bombardiers B-1, B-2 et B-52, ainsi que des F-117 furtifs venus de Diego Garcia (dans l'océan Indien), mais aussi du Qatar, des Etats-Unis ou de Grande-Bretagne. La composante maritime serait sollicitée, notamment pour les tirs de missiles de croisière. Certains experts prônent l'utilisation de bombes nucléaires tactiques comme la B61-11, avec des missiles capables de détruire des sites enfouis.

L'utilisation de tels engins - prévue dans le Conplan - romprait le tabou de la non-utilisation de l'arme nucléaire, provoquerait une réprobation internationale et favoriserait une solidarité des pays musulmans envers l'Iran. La quasi-totalité des chefs militaires et des services de renseignement américains y seraient aujourd'hui hostiles. L'alternative reste l'héliportage en territoire iranien de commandos chargés de la destruction des sites, avec les risques inhérents à ce type d'opérations.

LA CAPACITÉ DE DÉFENSE DE TÉHÉRAN.

L'aviation de combat iranienne ne saurait offrir une résistance crédible à une campagne aérienne américaine massive. Mais la défense antiaérienne et antimissile de l'Iran a bénéficié d'une montée en puissance grâce aux matériels livrés par Moscou. Les batteries de missiles Thor M-1 représentent une menace pour les bombardiers américains ou israéliens et, selon une source proche-orientale, la Russie a secrètement livré au moins deux batteries de missiles antiaériennes et antimissiles S-300 à l'Iran : un système d'armes qui supporte la comparaison avec le Patriot PAC-3 américain.

La capacité de nuisance de l'Iran se situe cependant ailleurs. L'arme du pétrole reste bien sûr d'actualité. Mais la menace que fait peser Téhéran est essentiellement d'ordre "asymétrique" : son régime dispose de puissants relais, avec le Hezbollah au Liban et le Hamas en Palestine, où il pourrait déclencher de nouvelles violences. Ses missiles Shahab-3 sont capables d'atteindre Israël et les monarchies du Golfe. L'Iran peut aussi favoriser une recrudescence d'attentats en Irak, en Afghanistan, et partout où des commandos-suicides pourraient menacer les intérêts américains ou occidentaux.

Reste aussi que B-2 et missiles ne peuvent pas éradiquer le savoir-faire nucléaire acquis par Iraniens. Dès lors, la seule vraie question est de savoir de combien d'années les Etats-Unis peuvent espérer retarder le programme nucléaire de l'Iran.

Eric Leser (à New York) et Laurent Zecchini

Chronologie

29 janvier 2002. George Bush désigne l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord comme *"l'axe du Mal"*.

13 décembre. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) exige de visiter les sites nucléaires iraniens.

21 octobre 2003. La "troïka européenne" (France, Allemagne, Royaume-Uni) engage des négociations avec Téhéran.

12 mars 2005. La "troïka" indique qu'en cas d'échec elle portera le dossier devant le Conseil de sécurité.

7 mars 2006. Le vice-président américain Dick Cheney assure : *"Nous ne permettrons pas à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Toutes les options sont sur la table."*

29 mars. Le Conseil de sécurité donne à l'Iran jusqu'au 28 avril pour cesser tout enrichissement de l'uranium.

11 avril. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, annonce que l'Iran *"a rejoint le club des pays disposant de la technologie nucléaire"*.

Article paru dans l'édition du 20.04.06

